

Émanations d'automobiles—Normes

M. Caccia: Les partisans de l'inertie sont à la solde des sociétés.

M. Forrestall: L'Association canadienne des automobilistes a demandé au ministère de l'Environnement d'élargir son action au niveau du contrôle de la qualité de l'air et des recherches sur les effets de la pollution. Elle a également demandé aux constructeurs automobiles de faire mieux en fait de systèmes antipollution.

Il y a autre chose que j'aimerais dire, monsieur le Président. Je tiens à souligner que cette question ne relève pas du seul gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral est en mesure de contrôler les émissions des nouveaux modèles de véhicules automobiles qui sortent des usines ou qui entrent au pays, et il continuera de le faire. Mais il faut que ces efforts soient appuyés par les gouvernements des provinces et par tous les automobilistes, nous-mêmes compris, pour que nos voitures fonctionnent correctement. Il faut que chacun d'entre nous veille au bon entretien des systèmes antipollution dont sont munies les voitures.

Les automobilistes ont le devoir de veiller à la bonne marche et à la sécurité de leur véhicule. Tous les gouvernements provinciaux doivent veiller à ce que le personnel mécanicien des centres d'entretien automobile s'occupe de remplacer et d'entretenir comme il se doit l'équipement antipollution des voitures et des camions légers, lorsqu'il est défectueux. Comme le ministre des Transports, je dis que l'opportunité de rendre plus sévères les normes antipollution doit faire l'objet d'une étude sérieuse, appuyée sur une analyse coûts-bénéfices.

M. Caccia: Quelle honte! Ce n'est pas cela qu'appuierait le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling).

M. Forrestall: Les ministères des Transports, de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Expansion industrielle et régionale ainsi que de la Santé et du Bien-être social touchent tous à cette question cruciale. J'ai bon espoir qu'ils annonceront une décision appropriée, et à laquelle se rangera chaleureusement le député de Davenport (M. Caccia) dont le projet de loi est en discussion. Merci de m'avoir permis de participer au débat.

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, pour commencer, j'appuie la proposition contenue dans la mesure d'initiative parlementaire à l'étude. J'espère que le gouvernement fera très prochainement une déclaration à ce sujet. Toutefois, même si je m'attendais, ces dernières semaines, à ce que le gouvernement annonce l'adoption de normes au moins égales à celles qui sont en vigueur aux États-Unis pour les gaz d'échappement des automobiles, j'avoue avoir perdu un peu de mon optimisme en écoutant les arguments invoqués par le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall).

Il y a une huitaine de jours, le premier ministre (M. Mulroney) a dit que si nous voulions négocier avec les États-Unis au sujet des pluies acides, nous devons nous présenter à la table de négociation les mains propres. J'avais exprimé le même sentiment une semaine à peine avant que le premier ministre tienne ces propos. J'ai alors encouragé le gouvernement à annoncer l'adoption de normes pour les gaz d'échappement des automobiles, entre autres, afin que le premier ministre ait des choses concrètes à signaler lorsqu'il rencontrera le président Reagan, le 17 mars, et qu'il lui parlera des pluies acides. Le président des États-Unis ne pourrait pas alors soutenir que, en

ce qui concerne les émanations d'oxyde nitreux, nous n'avons même pas rattrapé les efforts déployés par son pays. J'espère tout de même que notre gouvernement fera une déclaration à ce sujet avant le 17 mars, en dépit du ton sur lequel le député du gouvernement a présenté certains de ses arguments. Il importe de montrer que nous sommes disposés à commencer par faire maison nette. Cette déclaration du premier ministre paraît d'un bon sentiment. J'espère que dans un proche avenir, il montrera qu'il était sincère en faisant une déclaration au sujet des normes imposées pour les gaz d'échappement des automobiles et en accordant les fonds nécessaires pour donner suite à l'entente conclue entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Si le premier ministre agit de la sorte, nous saurons qu'il ne parlait pas ainsi pour la galerie à la veille de la visite présidentielle, ou encore qu'il ne tentait pas simplement de calmer les inquiétudes des Canadiens au sujet de l'environnement.

● (1740)

Je voudrais revenir sur la déclaration du député de Davenport (M. Caccia), selon lequel la pollution ne se prête pas à un débat partisan. Toute question vraiment importante devrait être abordée impartialement dans la mesure où chacun doit transcender son intérêt personnel et s'efforcer de tenir compte de l'ensemble de la situation. Toutefois, il y a des questions qui sont partisans dans le vrai sens du mot puisqu'il existe différentes solutions au problème qu'elles soulèvent. Dans la mesure où nous débattons ici de la meilleure solution à apporter, nous allons être en désaccord les uns avec les autres. J'estime inutilement artificieux de dire qu'il s'agit d'une question non partisane. La question des pluies acides comporte des aspects économique, idéologique et politique très importants. Prétendre le contraire revient à adopter une position politique visant à éviter les difficiles problèmes politiques qui entourent cette question comme d'autres d'ailleurs.

La position politique du parti libéral consiste à contourner les difficultés idéologiques et théoriques que suscite le problème de la protection de l'environnement, de la même façon que les libéraux réussissent à amener les Canadiens à considérer les questions de sécurité et de désarmement d'un point de vue tout aussi non idéologique et non partisan. Les Canadiens veulent croire qu'il en est ainsi. Je comprends cela. Toutefois, je dirai à tous les députés que nous ne débattons pas franchement de ces difficiles problèmes lorsque nous nous laissons aller à croire qu'ils ne comportent pas d'aspects politique et idéologique importants.

Cela peut sembler étrange, mais je crois préférer en fait une ministre de l'Environnement qui ne fait pas semblant de s'intéresser à l'environnement. Chaque fois qu'elle prend la parole au sujet de l'environnement, elle parle du déficit et des stratégies économiques du gouvernement. Elle considère son rôle de ministre de l'Environnement comme secondaire à la politique économique globale du gouvernement. Elle est très honnête et directe à ce sujet. Je ne crois pas que les députés devraient s'en formaliser, et surtout pas le député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour) qui s'est fait un devoir de critiquer les décisions de la ministre de l'Environnement. Peut-être voudrait-il que je m'y attarde un instant.